



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL portant mise en demeure

**Société TREZ FRANCE
Commune d'Aiguebelle**

LE PREFET DE LA SAVOIE
*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 autorisant la société TREZ SA à exploiter une installation de valorisation de déchets zincifères sur la commune d'Aiguebelle ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2014 actant le transfert de l'autorisation susvisée à la société AUREA INVESTISSEMENTS ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2015 actant la nouvelle raison sociale de l'exploitant : société TREZ FRANCE ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2016 mettant en demeure l'exploitant, notamment, de fournir un dossier de porter à connaissance des modifications apportées aux installations ;

VU les résultats d'analyse des effluents aqueux transmis par l'exploitant à l'administration sur le site Internet GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi le 1^{er} février 2018, établi à la suite de la visite d'inspection du 21 décembre 2017 et transmis à l'exploitant par courrier du 8 février 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDERANT que lors de cette visite l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- présence sur le site, depuis près de 3 ans, de réactifs usagés liés à l'ancien process, en infraction à la durée maximale de stockage des déchets fixée à 3 mois par l'article 2.5 – page 13 – point 1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;
- non réalisation des travaux complémentaires de protection contre la foudre recommandés par l'organisme compétent dans son rapport de vérification périodique 2016, en infraction au dernier alinéa de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;
- absence, au titre de l'année 2017, de vérification des dispositifs de protection contre la foudre par un organisme compétent, en infraction à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;
- dépassements réguliers de la valeur limite de rejet des AOX en concentration fixée à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;
- non-réalisation, au titre de l'année 2017, de la mesure annuelle des effluents par un organisme extérieur, en infraction aux dispositions de l'annexe 4 - § 3.1 - pages 30-31 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005.

CONSIDERANT que le non-respect des prescriptions précitées est susceptible d'augmenter les risques d'accident d'une part (points 2 et 3), et l'impact du fonctionnement de l'usine sur l'environnement d'autre part (autres points),

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société TREZ FRANCE, représentée par son directeur de site M. Julien BAILLON, et sise Parc d'activités de la Porte de Maurienne - 73 220 AIGUEBELLE, qui exploite des installations de traitement de déchets dangereux à la même adresse, est mise en demeure de :

- Procéder, dans un délai de 3 mois, à l'élimination des réactifs liés à l'ancien process (chaux et carbonate de sodium) et en attester auprès de l'inspection des installations classées ;
- Attester, dans un délai de 3 mois, de la réalisation des travaux complémentaires de protection contre la foudre recommandés par l'organisme compétent dans son rapport de vérification périodique 2016 ;
- Effectuer, dans un délai de 3 mois, une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre ;
- Respecter, dans un délai de 9 mois, la valeur limite de rejet des AOX en concentration fixée à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005.

Pour ce faire, au sein du volet "Production et traitement des effluents aqueux" du dossier de porter à connaissance des modifications exigé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 novembre 2016, l'exploitant devra remettre, dans un délai de 3 mois, une étude technico-économique précisant les points suivants :

- nature et origine des AOX présents dans les effluents
- calcul des flux journaliers rejetés (mini, maxi, moyen)

- possibilités d'abattement de la station d'épuration actuelle
- moyens envisageables, au regard des meilleures techniques disponibles, pour améliorer le rendement de traitement des AOX et permettre de respecter la valeur limite de rejet ;
- pertinence du dispositif de mesure en place ; opportunité d'une nouvelle méthode de mesure ou d'analyses par un laboratoire externe.
- Réaliser, dans un délai de 3 mois, une mesure des effluents aqueux (prélèvement + analyse) par un laboratoire extérieur. Le laboratoire devra s'attacher à comparer ses résultats avec ceux obtenus par le laboratoire interne de l'exploitant, sur les AOX en particulier.

Article 2 :

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société TREZ FRANCE.

Article 4 :

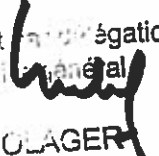
Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'Aiguebelle.

Chambéry, le **13 MARS 2018**

Le préfet

Pour le Préfet et la délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

